



Entrevue

Entrevue avec **David CAYLA** à propos de son ouvrage *Populisme et néolibéralisme*.
Il est urgent de tout repenser, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.

Revue Ethique & Economique (RE&E)

RE&E. Dans *Populisme et néolibéralisme* vous faites le rapprochement entre ces deux mouvements. Diriez-vous que la montée du populisme que nous voyons en Europe ou ailleurs dans le monde est intrinsèquement liée actuellement au néolibéralisme ?

CAYLA David. Ce qu'on appelle « populisme » est un ensemble hétérogène de phénomènes sociaux qui s'articulent autour de l'opposition peuple / élites. On y retrouve des mouvements sociaux tels que les manifestations des Gilets jaunes, des courants d'idées comme certaines théories complotistes ou le soutien au Pr. Raoult, des révoltes électorales comme la victoire du Brexit ou l'élection en 2016 de Donald Trump.

Ces phénomènes ne peuvent pas toujours être classés sur un axe gauche-droite car ils reposent rarement sur une doctrine ou une idéologie structurée. Ils se nourrissent d'une défiance à l'égard des institutions démocratiques. Les responsables politiques, la presse, le système éducatif, les syndicats, la police, l'Union européenne... sont vus comme servant des intérêts propres au lieu d'être au service de la société. Parfois, cette défiance institutionnelle se mue en défiance généralisée. Dans ce cas, ce n'est plus simplement des autorités dont on se méfie, mais de son voisin, d'une société commerciale, d'un groupe de jeunes croisés dans la rue.

Les mouvements populistes sont une réponse à ce sentiment de défiance. Constatant l'affaiblissement des institutions, ils exigent un changement de système. Les mots « système » ou « establishment » sont d'ailleurs employés pour décrire ce contre quoi ils luttent. Mais la nature réelle de l'adversaire est floue et la manière d'y répondre rarement précisée.

Si la science politique a compris l'essentiel des moteurs et caractéristiques du populisme, ses causes font encore débat. En tant qu'économiste, j'ai cherché à étudier le rôle du néolibéralisme dans la montée de la défiance populaire.

Le néolibéralisme engendre le populisme de deux manières. La plus évidente tient à la nature de cette doctrine qui repose sur l'idée d'un strict encadrement du rôle de l'État dans l'économie. L'objectif du néolibéralisme est de mettre les institutions politiques au service d'un fonctionnement harmonieux des marchés en supprimant toute intervention discrétionnaire venant du champ politique. Cela engendre nécessairement l'impuissance des dirigeants qui se trouvent cantonnés à devoir initier des « réformes structurelles » sans pouvoir intervenir directement, par exemple pour sauver une usine menacée de fermeture.

Pendant des années, cette gestion néolibérale a été plus ou moins acceptée par les populations qui ont intégré ce discours de résignation au nom de l'efficacité des marchés. Il semblait que la confiance dans les mécanismes marchands était la raison principale du succès du capitalisme sur le communisme, et donc qu'il fallait que l'État renonce à un certain nombre de prérogatives économiques afin de s'insérer dans une économie mondialisée et soumise aux « lois » du marché.

La crise de 2008 a engendré une grave crise d'autorité du néolibéralisme. Elle a clairement montré les limites des marchés et de leur efficacité. Mais, plus important, elle a aussi montré que lorsqu'il s'agissait de sauver les banques et l'épargne des classes dominantes, ce qui paraissait impossible pour les usines devenait soudainement réalisable. À partir de là, le discours néolibéral s'est trouvé discrédité. C'est ce qui explique la résurgence des mouvements populistes après 2009. L'impuissance assumée du politique n'a plus été perçue comme le résultat d'une doctrine cohérente mais comme le produit d'un arbitrage au service des classes dominantes. Cela a durablement entamé la confiance des populations.

Par ailleurs, et c'est la seconde cause qui fait que le néolibéralisme nourrit le populisme, la gestion de la crise de 2008 se produit dans un contexte de paralysie intellectuelle où aucune véritable pensée alternative n'émerge. Je suis frappé par le fait que, tant à gauche qu'à droite, presque personne n'ose réfléchir à la place du marché dans la société. Dans la pensée économique, les grands débats théoriques ont laissé place à de petits modèles déconnectés les uns des autres. La place prise dans la profession par l'économie industrielle et la théorie des jeux montre l'affaiblissement considérable de l'ambition des économistes. Beaucoup ont de fait renoué avec les courbes d'offre et de demande et l'équilibre marshallien de la fin du XIX^{ème} siècle, pourtant largement discrédités sur le plan scientifique.¹

Cette pensée économique atrophiée explique la domination sans partage de la doctrine néolibérale qui peut reprendre sans les interroger l'essentiel de ses conclusions. Or, cette domination nourrit le populisme en ce sens qu'elle n'a plus à répondre à une contre-idéologie structurée. Les discours critiques émergent de manière spontanée, sans aucune cohérence entre eux ni armature théorique solide. L'absence de théorie rivale fait enfin dépérir la pensée néolibérale elle-même qui en vient à se résumer à quelques slogans réflexes tels que l'impératif de compétitivité, la nécessaire ouverture aux marchés mondiaux, l'indépendance de la banque centrale, etc.

¹ Voir D. Cayla (2018), *L'Économie du réel*, De Boeck supérieur.

RE&E. Vous distinguez le néolibéralisme du libéralisme tel que l'on a l'habitude de le décrire. Qu'est ce qui caractérise cette différence ?

CAYLA David. Il existe une grande confusion sur ce qu'est le néolibéralisme. D'un côté la plupart des auteurs considérés comme tels (Milton Friedman ou Friedrich Hayek par exemple), ne se qualifient jamais comme des « néolibéraux ». Ils préfèrent parler d'eux-mêmes comme des libéraux classiques en s'affirmant les héritiers d'Adam Smith. D'un autre côté ceux qui emploient l'expression le font avec des acceptations fort différentes entre elles, comme l'a très bien démontré Serge Audier². Ainsi, le néolibéralisme apparaît parfois plus comme un anathème lancé à la figure des dirigeants et des institutions conservatrices plutôt que comme un concept clair renvoyant à une doctrine précise.

Pour sortir de cette confusion, j'ai voulu montrer deux choses. La première c'est que Friedman et Hayek s'approprient abusivement l'héritage de Smith. En effet, au-delà des théories économiques qui sont très différentes (théorie de la valeur-travail d'un côté, de la valeur-marché de l'autre), l'objectif politique des libéraux classiques est différent de celui des néolibéraux. Pour Smith, il n'est pas question d'une quelconque perfection des marchés ni d'interdire à l'État d'intervenir dans l'arbitrage des agents économiques. Au contraire il estime, comme John Stuart Mill, que l'État doit jouer un rôle spécifique dans la défense du service public et dans l'éducation. Pour les libéraux classiques, il existe des situations où l'interventionnisme est parfaitement légitime, en particulier dans le marché du travail, afin de rééquilibrer les rapports de forces entre employeurs et employés. Ils se donnent pour but de parvenir à l'émancipation des individus. Et pour cela, ils ont bien conscience qu'on ne peut se contenter de supprimer toutes les institutions publiques et de laisser le marché livré à lui-même.

Les vrais libéraux estiment donc que l'État et le marché peuvent tous deux devenir des instruments d'émancipation ou d'oppression des individus. Ils doivent donc se contrôler mutuellement et il convient de trouver un équilibre permettant à la fois de laisser un espace de liberté pour que s'épanouisse la société civile et le marché et d'instaurer des institutions publiques afin que cet espace n'engendre pas de nouvelles oppressions privées là où l'État s'est écarté.

Chez les néolibéraux, l'objectif politique est totalement différent. La concurrence est perçue comme un outil suffisant pour garantir la liberté et l'égalité des individus sur les marchés. Dès lors, le rôle de l'État doit être de maintenir et de renforcer l'ordre concurrentiel et les mécanismes marchands. Contrairement aux ultra-libéraux, les néolibéraux ne croient pas que le marché soit une institution naturelle indépendante des institutions politiques et juridiques. Au contraire, ils estiment que celles-ci sont indispensables pour préserver la concurrence, bénéficier d'une monnaie stable et garantir l'ordre social. Ainsi, ils ne souhaitent pas trouver un équilibre entre l'État et le marché mais mettre le premier au service du second. De plus, chez les auteurs néolibéraux, la question de l'émancipation disparaît et le rôle de l'éducation se limite à développer et à entretenir le capital humain dans un but productif. L'objectif de former des citoyens libres et éclairés passe en arrière-plan.

² S. Audier (2012) *Néolibéralisme(s), une archéologie intellectuelle*, Grasset, Paris, 636 pages.

Mon second objectif était de caractériser clairement ce que recouvrent les doctrines néolibérales. Les travaux de Serge Audier défendent l'idée que le néolibéralisme au singulier n'existe pas et que derrière ce terme se cachent des théories « qui ouvrent sur des politiques concrètes très différentes »³. Or, il me semble que ce diagnostic est contestable. Certes, il existe d'importantes différences entre Friedman et Hayek sur la question des politiques monétaires par exemple ; et ces deux-là se démarquent de l'école ordolibérale allemande de Walter Eucken et Wilhelm Röpke quant à la question de la concurrence. Mais tous les quatre partagent le même objectif. En dépit de solutions différentes qu'ils préconisent, ils raisonnent dans le même cadre et poursuivent globalement les mêmes objectifs. Ainsi, je crois qu'il est possible de déterminer clairement les principes fondamentaux du néolibéralisme tout en admettant des différences, parfois importantes, dans les modalités de mise en œuvre. C'est d'ailleurs le même problème qu'on retrouve chez les libéraux classiques : ils ont en communs certains principes et objectifs, mais ils peuvent très bien proposer des solutions opposées lorsqu'on en vient à la mise en œuvre.

RE&E. Quel rôle entretiennent les inégalités avec le populisme ?

CAYLA David. Les inégalités sont avancées par de nombreux auteurs comme l'une des causes principales de l'émergence du populisme. Mais ils en ont parfois une vision assez réductrice, limitée aux inégalités de revenu et de patrimoine. Certes, les indicateurs montrent une forte progression de ces inégalités dans la plupart des pays développés depuis le début des années 1980.⁴ La richesse se concentrant entre les mains de quelques-uns, les classes moyennes décrochent par rapport aux classes supérieures. Pour le politologue Yascha Mounk, ce serait l'une des causes de la progression des partis antisystèmes.⁵ L'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Branko Milanovic⁶ partage ce constat et suggère que l'enrichissement des classes moyennes dans les pays asiatiques en voie de développement, permis par l'expansion du commerce mondial, renforcerait le sentiment de frustration des classes populaires des pays occidentaux tout en expliquant les critiques qu'ils adressent à la mondialisation.

Le problème de cette approche est qu'en suggérant que le populisme aurait pour cause principale les inégalités de richesse on suggère implicitement qu'il suffirait d'améliorer les systèmes de redistribution pour le combattre. C'est par exemple ce que propose Thomas Piketty qui milite pour la constitution d'une fiscalité mondiale sur le capital. À l'en croire, le problème serait le « propriétaireisme », la sacralisation de la propriété par les possédants, qui empêcherait toute politique véritablement redistributive.⁷

³ *Ibid.* p. 54.

⁴ Voir Thomas Piketty (2013), *Le Capital au XXIème siècle*, Le Seuil et James Galbraith (2019), *Inégalité, ce que chacun doit savoir*, Le Seuil.

⁵ Y. Mounk (2018), *Le peuple contre la démocratie*, L'Observatoire.

⁶ B. Milanovic (2019), *Inégalités mondiales*, La Découverte.

⁷ T. Piketty (2013), *Le capital au XXIème siècle*, Le Seuil et (2019) *Capital et idéologie*, Le Seuil.

Mon sentiment est que les causes profondes du populisme ne relèvent pas seulement de ce type d'inégalités. Par exemple, on peut constater que c'est en Europe centrale que le populisme s'est enraciné politiquement. Or, dans ces pays, le pouvoir d'achat des classes moyennes a progressé davantage que dans les pays voisins, et les inégalités de richesse ne sont pas particulièrement fortes, même si elles se sont accrues par rapport à l'époque communiste. En revanche, les populations de ces pays peuvent avoir le sentiment légitime d'un déclassement par rapport au reste de l'Union européenne. Avec leur entrée dans l'UE, ils ont été touchés par une très forte émigration. Or, ce sont les jeunes diplômés qui émigrent, ce qui donne l'impression aux populations restées au pays qu'elles seraient victimes d'une sorte de « trahison des élites » pour reprendre l'expression du politologue bulgare Ivan Krastev.⁸ De plus, si la Pologne accueille les investissements industriels de toute l'Europe, elle se trouve cantonnée dans des productions à faible valeur ajoutée. En conséquence, elle devient un pays d'ouvriers alors que son voisin allemand, sur le sol duquel se trouvent les entreprises donneuses d'ordre, devient un pays d'ingénieurs et de patrons. La Pologne se retrouve donc dans un état de subordination économique vis-à-vis de son voisin allemand tout en voyant sa jeunesse éduquée s'installer dans ce pays pour y mener une vie plus confortable que la majorité de leurs compatriotes. Cette situation conduit à une crispation nationale qui ne relève pas strictement d'une problématique économique.

Je crois que les inégalités de statut, les dominations symboliques, sont plus importantes pour comprendre les causes du populisme que les seules inégalités de richesse. Or, ces questions sont trop peu investies par les intellectuels et les économistes à l'heure actuelle.

RE&E. Un aspect important de la discussion menée dans votre livre est le fait que les politiques actuelles de dépenses publiques pour contrer la crise sanitaire sont compatibles avec le néolibéralisme. Pouvez-vous nous expliciter un peu cela ?

CAYLA David. La gestion économique de la crise sanitaire a fait dire à certains commentateurs que les centaines de milliards déversés dans tous les pays marquaient le retour de l'État keynésien et la fin du dogmatisme néolibéral.

Il est clair que beaucoup de règles ont été transgressées pour gérer les effets des politiques de confinement et de distanciation physique, comme d'ailleurs elles l'avaient été pour sauver le système financier au moment de la crise de 2008. Ainsi, pour indemniser les secteurs victimes de fermeture administrative et pour maintenir les revenus d'une partie de la population, l'État a dû s'inventer payeur en dernier ressort. Mais, comme le remarque très justement Olivier Passet⁹, en procédant ainsi les pouvoirs publics se sont rarement préoccupés d'agir concrètement sur l'économie pour produire des masques ou recruter des chômeurs.

L'objectif premier de ces interventions a été de permettre aux marchés de continuer de fonctionner le plus normalement possible en leur fournissant un carburant monétaire de substitution. Il s'agissait en quelque sorte de se porter au secours du système économique en

⁸ I. Krastev (2017), *Le Destin de l'Europe*, Premier Parallèle.

⁹ O. Passet (2020) « Du trop d'État à l'État démissionnaire », *Xerfi Canal*, 28/04/2020, en ligne.

altérant le moins possible son fonctionnement. Or, c'est précisément cette idée qui est au cœur de l'idéologie néolibérale. Si les néolibéraux souhaitent le plus souvent éviter l'endettement public, ce n'est pas en raison d'une vertu spécifique qu'ils accordent à l'équilibre des comptes mais parce qu'ils considèrent que les déficits publics perturbent le système financier. Cependant, le néolibéralisme est pragmatique. Lorsque la maison brûle, la préservation des comptes publics n'est plus un objectif. Conseillé par Milton Friedman, Ronald Reagan n'avait pas hésité à laisser filer les déficits via un allègement considérable de la progressivité de l'impôt pour pouvoir imposer par la suite une cure d'austérité à l'État.

Ce qu'il faut comprendre c'est que ce n'est pas le montant des dépenses publiques qui pose problème à l'idéologie néolibérale mais la manière dont ces dépenses altèrent ou non l'équilibre du marché et le système des prix. Au cœur de cette doctrine se trouve une idée simple. Les marchés fonctionnent et sont efficaces s'ils permettent de faire émerger des prix qui vont permettre d'ajuster harmonieusement les comportements des agents économiques. Aussi, tant que l'inflation est sous contrôle, le déversement d'argent public sur les marchés ne modifie pas les prix et ne remet donc pas en cause le cœur de la doctrine.

À contrario, on pourrait imaginer ce qu'aurait pu être une gestion non néolibérale de la crise. Pour répondre à la pénurie de dispositifs sanitaires, les États auraient pu décider de nationaliser des entreprises de matériel médical ou des usines pharmaceutiques. Pour faire face au coût d'achat des tests PCR, ils auraient pu administrer les prix. Pour répondre à l'urgence de la production vaccinale ils auraient pu forcer les laboratoires à collaborer plutôt que de se reposer sur la seule concurrence. Posons naïvement la question : avons-nous vraiment besoin des 180 projets de vaccin concurrents pour combattre une seule et même maladie ?¹⁰

Au lieu de tout cela, les États s'enorgueillissent d'avoir négocié avec les géants du secteur pharmaceutique une multitude de contrats d'achats de vaccin, alors même que ce secteur a bénéficié d'une masse considérable d'argent public au cours des derniers mois. Dans la gestion de la crise, ce qui n'a pas changé c'est la fiction d'un État qui se mettrait au même niveau que les entreprises avec lesquelles il contracte, qui se soumettrait aux mêmes règles de marché et qui refuserait absolument d'user de son autorité pour bousculer le secteur privé. Avec ces dispositifs d'aides purement financiers, les pouvoirs publics n'ont pas démenti la doctrine néolibérale en se mettant au service des marchés et en évitant d'interférer lorsque cela était possible.

¹⁰ L. Cailloce (2020) « Quel vaccin contre le Covid-19 ? » *CNRS Le Journal*, 10/11/2020, en ligne.

RE&E. Vous soulignez qu'il faut distinguer l'analyse économique du marché et celle de la concurrence. Sous l'influence d'Herbert Spencer, Alfred Marshall avait proposé une analyse de la sélection biologique dans le monde économique qui s'écarte singulièrement de l'analyse mathématique de l'équilibre général statique. Pierre Bourdieu, dans un de ces cours au Collège de France faisait remarquer que le monde économique est un processus de compétition par différenciation ; ce qui n'a rien à voir avec le modèle de marchés concurrentiels statiques. Quel rapprochement faites-vous entre néolibéralisme d'un côté et marché ou concurrence de l'autre ?

CAYLA David. Pour Foucault, le néolibéralisme repose essentiellement sur l'organisation de la concurrence, et il est vrai que c'est une caractéristique importante. L'obsession de la concurrence est manifeste chez tous les néolibéraux, car la concentration du pouvoir économique est accusée de servir de justification à l'interventionnisme d'État. En ce sens, contrôler et limiter le pouvoir des entreprises privées permettrait de limiter et de contrôler le pouvoir d'action de l'État.

L'approche évolutionniste de la concurrence, celle de Spencer, repose sur un principe de sélection des comportements les plus efficaces dans le cadre d'un processus d'adaptation permanent. Si Barbara Stiegler¹¹ et Michel Foucault¹² voient, chez Lippmann pour la première ou chez les néolibéraux américains pour le second, une telle conception de la concurrence, je pense pour ma part qu'il s'agit d'une approche minoritaire. L'homme-entreprise que décrit Foucault n'est pas une caractéristique fondamentale du néolibéralisme. La plupart du temps, les néolibéraux s'appuient sur une vision statique de la concurrence, plus proche de celle des économistes partisans de l'équilibre que de celle des évolutionnistes. Pour eux, la concurrence représente une force exogène, une caractéristique du marché permettant de niveler et de limiter les capacités de nuisance des agents et d'éviter ainsi que quelques-uns puissent s'extraire des lois du marché. Chez les évolutionnistes, au contraire, la concurrence repose sur la différenciation des comportements qui permet la sélection des meilleurs. Or, dans la doctrine néolibérale, ce ne sont pas la concurrence et les dynamiques compétitives qui doivent déterminer les comportements, mais les prix de marché. Et ces prix ne peuvent être justes et légitimes que dans le cadre d'un ordre concurrentiel où chaque producteur se trouve dans une situation relativement similaire et n'a donc pas d'autre choix que de se soumettre aux forces du marché.

Rappelons que le néolibéralisme est une doctrine politique et non une théorie économique. Aussi, la plupart des auteurs néolibéraux (à l'exception notable de Hayek) ne font que reprendre les théories développées par d'autres économistes sur la nature et le fonctionnement des marchés. Marché et concurrence sont pour eux des artefacts dont la fonction est d'agencer les comportements sociaux par l'intermédiaire des prix. Différentes écoles néolibérales peuvent donc parfaitement s'appuyer sur des conceptions théoriques très différentes sans que cela ne remette en question les principes fondamentaux qu'elles ont en commun. Par exemple, la conception du marché de Hayek est très différente de celle de

¹¹ B. Stiegler (2019), « *Il faut s'adapter* ». Sur un nouvel impératif politique, Gallimard.

¹² M. Foucault (2004), *La Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France, 1978–1979*, Gallimard.

Friedman ; mais cela ne les empêche pas de se retrouver très fréquemment dans les mêmes combats politiques.

RE&E. Quelles solutions envisagez-vous pour sortir de cette spirale entre populisme et néolibéralisme ?

CAYLA David. Il y a quelque chose de troublant dans la situation actuelle. Alors que la plupart des intellectuels s'inquiètent de la montée des populismes et dissertent longuement sur les causes et les caractéristiques de ce phénomène, le néolibéralisme reste un impensé et son analyse semble majoritairement relégué aux sphères militantes.

Il est vrai que l'idéologie dominante est rarement perçue comme telle. Puisqu'elle est censée exprimer l'état « naturel » des choses, il n'y a pas lieu de la penser, contrairement aux éruptions populistes qui semblent sortir de nulle part et produisent un désordre qui attaque les fondements de l'ordre social. Mais si on essaie de penser *vraiment* le néolibéralisme, alors le lien avec ces éruptions populistes ne peut plus être nié. Il apparaît alors évident que ces révoltes sociales sont le fruit d'un désordre plus profond qui tiraille les sociétés et qui est la conséquence directe de la manière dont celles-ci sont gouvernées. Autrement dit, pour sortir de cette spirale dans laquelle le néolibéralisme, en se développant, nourrit les forces populistes qui émergent pour le contester, il faudrait surtout concevoir une doctrine alternative de gouvernement.

Quels pourraient être les principes d'une telle doctrine ? D'une certaine manière, il faudrait renouer avec les principes du libéralisme classique, celui de Smith ou de Mill, et concilier les libéralismes politique et économique. Il me paraît vain d'opposer les deux. Les droits économiques que sont la propriété, la capacité de vendre et d'acheter, de choisir le métier de son choix... sont autant des droits économiques que des droits politiques. Il faut pouvoir vendre et acheter librement. Il ne peut être question, dans une société libre, de renoncer au marché.

Mais ce marché dont nous parlons doit admettre la légitimité de l'intervention publique. Nationaliser, planifier, construire un État stratège, ce n'est pas nécessairement altérer la liberté individuelle. Ce sont les néolibéraux qui opposent les interventions de l'État à la liberté individuelle. Mais une nationalisation n'interdit pas à un individu d'acquérir une propriété. Limiter ou réguler la propriété, ce n'est pas la nier. Pour prendre une analogie, la liberté de circuler n'est pas la liberté absolue d'aller partout où l'on veut, et notamment chez les autres. La liberté d'expression n'est pas la liberté de diffamer.

Si l'on y réfléchit, il n'existe aucune liberté qui ne soit régulée par le pouvoir politique. Pourquoi les libertés économiques échapperaient-elles à cette règle ? Un marché n'est vraiment libre que lorsqu'il est encadré et que les prix qui en émergent ne sont pas le produit d'un rapport de force manifestement inégal entre les parties. De même, s'il est bon que les nations commercent entre elles, je ne crois pas que l'absence totale de régulation dans le commerce international soit un facteur d'harmonie. Les droits de douanes et les taxes n'ont jamais interdit aux individus de commercer. Enfin, contrairement à ce qu'affirment les libertariens, l'impôt n'est pas une atteinte à la liberté des personnes mais la nécessaire

condition du bon fonctionnement de la société, ce cadre collectif qui permet justement à des individus libres de s'épanouir.

En somme, l'alternative à la doctrine actuelle ne pourra être pensée et mise en œuvre qu'à partir du moment où nous accepterons de sortir des oppositions factices qui semblent aujourd'hui admises comme des vérités incontestées. Au lieu de mettre l'État au service du marché, il faut proposer des principes d'interventions publiques compatibles avec l'esprit d'émancipation qui animait les libéraux classiques.

« C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation »¹³ écrit Hayek dans *La route de la servitude*. C'est justement cette injonction à la soumission véhiculée par l'idéologie néolibérale qui est insupportable aux sociétés démocratiques. Une doctrine alternative permettant de lutter vraiment contre le populisme devra donc s'appuyer sur une démocratie renouvelée qui osera enfin remettre le marché à sa place afin qu'il soit vraiment au service de la société.

Biographie de David Cayla

David Cayla est économiste, enseignant-chercheur à l'université d'Angers. Ses travaux portent sur l'économie européenne, le marché et les théories des organisations. Il coanime depuis 2013 le collectif des Économistes atterrés. Il a notamment publié :

La Fin de l'Union européenne, Michalon, 2017 (avec Coralie Delaume).

L'Economie du réel, De Boeck Supérieur, 2018.

10+1 Questions sur l'Union européenne, Michalon, 2019 (avec Coralie Delaume).

Populisme et néolibéralisme, De Boeck Supérieur, 2020.

¹³ F. Hayek (2010) [1944], *La route de la servitude*, trad. G. Blumberg, Presses universitaires de France, p. 148.